

Gelet op het advies nr. 54.335/2 van de Raad van State, gegeven op 13 november 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat bepaald moet worden welke gegroepeerde basisopties van de 3de graad van het gewoon en buitengewoon secundair onderwijs van vorm 4 (met volledig of alternerend leerplan) waarvoor een kwalificatieprofiel vastgesteld werd, in het KEL-systeem georganiseerd worden;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De gegroepeerde basisopties die opgenomen worden in de tabel gevoegd bij dit besluit, worden georganiseerd in het KEL-systeem in het 5de jaar vanaf de datum opgenomen in de tabel en in het 6de jaar het jaar daarop.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2013.

Art. 3. De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29522]

8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'Observatoire des politiques culturelles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, §§ 1^{er} et 2, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 portant création de l'Observatoire des politiques culturelles;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 1^{er} août 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 16 janvier 2014;

Vu l'avis 55.210/4 du Conseil d'Etat donné le 17 mars 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 12 juillet 2001 érigeant l'Observatoire des politiques culturelles en établissement à gestion séparée;

Sur proposition de la Ministre de la Culture,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o le Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

2^o le Ministre : le ou la Ministre qui a la culture dans ses attributions;

3^o l'Observatoire : l'Observatoire des politiques culturelles institué par l'article 2;

4^o le Comité d'accompagnement : l'organe d'information mutuelle, de réflexion, d'orientation et d'évaluation institué par l'article 22;

5^o les instances d'avis : les conseils et les commissions consultatifs institués par les différentes réglementations relatives aux politiques culturelles;

6^o le Conseil scientifique : le conseil institué par l'article 31;

7^o les politiques culturelles : les politiques relatives aux matières culturelles visées aux articles 4 et 8 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

8^o l'arrêté de délégation : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains agents des services du Gouvernement de la Communauté française et ses modifications ultérieures.

CHAPITRE 2. — L'Observatoire, missions, fonctionnement, organisation et indépendance

Section 1^{re}. — L'Observatoire

Art. 2. Il est institué, au sein des services du Gouvernement, un Observatoire des politiques culturelles qui est rattaché au Secrétariat général.

Section 2. — Missions

Art. 3. En collaboration avec les services du Gouvernement, l'Observatoire dresse un inventaire permanent :

1^o des droits à la culture et des politiques culturelles tels qu'ils s'exercent dans l'espace de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

2^o des opérateurs, associations et institutions, subventionnés ou non, agissant dans les domaines précités;

3^o des professions, des métiers et des emplois générés dans les domaines précités;

- 4° de la diffusion des biens et des services culturels au sein de la population francophone;
- 5° des pratiques culturelles de la population francophone;
- 6° des modes d'accès et de participation des citoyens à la vie culturelle dans sa diversité.

Au plan méthodologique, l'élaboration de cet inventaire permanent est conçue en collaboration avec les services du Gouvernement et l'ETNIC.

Art. 4. À la demande du Gouvernement, d'un membre de celui-ci, du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, ou d'initiative, l'Observatoire produit des analyses sur toute question relative aux politiques culturelles.

L'Observatoire réalise lui-même ou fait réaliser les études nécessaires à l'exercice de ses missions.

L'Observatoire rassemble et coordonne les résultats des études et des recherches réalisées à propos des politiques culturelles.

Art. 5. L'Observatoire assure une fonction de veille quant aux outils d'évaluation des politiques culturelles et d'aide à la décision développés en Communauté française, dans le reste du pays et à l'étranger.

Art. 6. L'Observatoire développe un chantier d'histoire des politiques culturelles qui sont menées dans la partie francophone du pays.

Art. 7. Sous réserve des crédits budgétaires disponibles, l'Observatoire peut soutenir, sous la forme de prix et bourses, des travaux et projets de recherche académique dont les thèmes et contenus s'inscrivent en cohérence avec les missions prévues aux articles 2, 3, 5 et 6, et avec l'objectif visé par le Conseil scientifique, tel que défini à l'article 31.

Art. 8. L'Observatoire organise un centre de ressources documentaires où il réunit les publications et documents relatifs aux politiques culturelles tant en Communauté française que dans le reste du pays et à l'étranger.

Art. 9. L'Observatoire met à la disposition des instances d'avis, des administrations compétentes, des universités, des opérateurs concernés et du grand public, ses ressources documentaires, les résultats des études et recherches menées ainsi que ses connaissances relatives aux politiques culturelles en Belgique et à l'étranger.

Section 3. — Fonctionnement

Art. 10. Sans préjudice des délégations qu'il accorde en vertu de l'arrêté de délégation, le Gouvernement établit avec tout organisme international, fédéral, communautaire, régional ou local, de droit public ou de droit privé, les collaborations nécessaires à l'accomplissement des missions de l'Observatoire.

Art. 11. Sans préjudice des compétences des instances d'avis ainsi que des tâches de gestion ordinaire des services du Gouvernement, les instances d'avis, les services du Gouvernement et l'Observatoire échangent les informations nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches et missions respectives.

Art. 12. Lorsque l'Observatoire procède ou fait procéder à l'analyse d'un secteur culturel particulier, il consulte d'office le Fonctionnaire général du ou des services concernés et la ou les instances d'avis du ou des secteurs concernés, ainsi que le Ministre et, le cas échéant, les autres ministres du Gouvernement en charge des secteurs concernés.

Art. 13. Les services du Gouvernement informent et associent, s'il échet, l'Observatoire à la conception des systèmes d'information, des bases de données, des instruments numériques ainsi qu'aux systèmes d'archivage qu'ils développent dans les matières culturelles.

Art. 14. Les services du Gouvernement et l'Observatoire s'informent mutuellement à propos des études et recherches envisagées à leur initiative, dans les domaines qui relèvent de leurs compétences.

Chaque fois que cela s'avère utile, les services du Gouvernement associent l'Observatoire à ces recherches et à ces études.

De la même manière, l'Observatoire associe les services du Gouvernement à ses travaux.

Art. 15. Les services du Gouvernement communiquent à l'Observatoire les informations et donnent accès aux bases de données nécessaires à l'exécution de ses missions.

Sont, notamment, visés :

- 1° les données qui participent de l'inventaire permanent visé à l'article 3;
- 2° les réglementations concernant leurs matières;
- 3° l'affectation finale des crédits budgétaires qu'ils gèrent;
- 4° les rapports annuels des instances d'avis relevant des matières qu'ils traitent.

Les services du Gouvernement transmettent les notes et rapports d'orientations des politiques culturelles qu'ils proposent.

De même, les résultats des études et recherches concernant les politiques culturelles, réalisées à l'initiative de la Communauté française ou subsidiées par celle-ci, sont transmis à l'Observatoire.

Art. 16. Les analyses visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, sont transmises d'office à l'auteur de la demande, aux membres du Gouvernement, au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, aux fonctionnaires généraux des services du Gouvernement qui ont compétence dans les matières concernées.

Section 4. — Organisation

Art. 17. Les membres du personnel des services du Gouvernement, mis à la disposition de l'Observatoire, sont affectés au Secrétariat général du Ministère de la Communauté française.

Art. 18. Le Gouvernement désigne, au sein du personnel de l'Observatoire, la personne dénommée « Coordinateur » qui assure la coordination des travaux de l'Observatoire.

Section 5. — Indépendance

Art. 19. L'Observatoire mène et développe ses missions en toute indépendance intellectuelle, méthodologique et scientifique.

Art. 20. Le Gouvernement fixe le régime des incompatibilités des membres du personnel de l'Observatoire dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 21. Tous les deux ans, avant le trente juin, l'Observatoire remet au Gouvernement et au Parlement de la Communauté française un rapport d'activités ainsi qu'une note prospective sur l'orientation de ses travaux.

*CHAPITRE 3. — Comité d'accompagnement**Section 1^{re}. — Compétence*

Art. 22. Un organe d'information mutuelle, de réflexion, d'orientation et d'évaluation est mis en place pour accompagner les travaux de l'Observatoire. Cet organe est appelé le Comité d'accompagnement.

Art. 23. Sans préjudice de l'indépendance de l'Observatoire, le Comité d'accompagnement contribue à la définition des orientations générales des travaux de l'Observatoire.

Le Comité d'accompagnement peut être consulté par l'Observatoire en ce qui concerne ses hypothèses de travail, sa méthodologie et les données sur lesquelles il s'appuie.

Le Comité d'accompagnement remet également avis sur la concordance entre les demandes d'analyse qui sont adressées à l'Observatoire, ainsi que celles que l'Observatoire souhaite réaliser d'initiative, et le champ de compétences de l'Observatoire.

Section 2. — Composition et fonctionnement

Art. 24. Le Comité d'accompagnement est composé de membres ayant une voix délibérative et de membres ayant une voix consultative.

Il se réunit au moins une fois l'an.

Art. 25. Sont membres du Comité avec voix délibérative :

- 1° le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française;
- 2° le Commissaire général aux Relations internationales;
- 3° le Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel;
- 4° le Président de la Conférence des présidents et vice-présidents du secteur professionnel des arts de la scène;
- 5° le Président de la Commission des centres culturels;
- 6° le Président du Conseil des musées et autres institutions muséales;
- 7° le Président de la Commission consultative des arts plastiques;
- 8° le Président du Conseil du livre;
- 9° le Président du Conseil supérieur de l'éducation permanente;
- 10° le Président du Conseil de la jeunesse;
- 11° le Président du Conseil de l'éducation et de la formation;
- 12° le Président du Conseil des bibliothèques publiques;
- 13° le Président de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes;
- 14° le Président de la Commission consultative des organisations de jeunesse;
- 15° le Président du Conseil supérieur de l'enseignement artistique;
- 16° le Président du Conseil supérieur de l'éducation aux médias;
- 17° le Président de la Commission permanente du Pacte culturel;
- 18° un représentant mandaté par l'Union des villes et communes de Wallonie;
- 19° un représentant mandaté par l'Association de la ville et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 20° un représentant mandaté par l'Association des provinces wallonnes;
- 21° six experts désignés par le Gouvernement parmi des personnalités du monde universitaire ou de centres de recherches.

Les membres visés à l'alinéa premier sous 1° à 17° sont autorisés à désigner un représentant pour siéger en leur nom aux réunions auxquelles ils ne pourraient pas assister.

Art. 26. Sont membres du Comité avec voix consultative :

- 1° le Ministre;
- 2° le Fonctionnaire général responsable de l'Administration générale de la Culture;
- 3° le Fonctionnaire général responsable de la Direction générale de la Culture;
- 4° le Fonctionnaire général responsable du Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias;
- 5° le Fonctionnaire général responsable de la Cellule architecture de la Communauté française;
- 6° le Fonctionnaire général responsable de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;
- 7° le Délégué à la numérisation des patrimoines culturels;
- 8° l'Administrateur général de l'ETNIC;
- 9° l'Inspecteur général du Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie;
- 10° le Fonctionnaire général responsable de la Direction des monuments et sites de la Région de Bruxelles-Capitale;

11° le Directeur de l'Administration opérationnelle des affaires culturelles de la Commission communautaire française;

12° un représentant du Fonds d'investissement pour les entreprises créatives St'Art;

13° un représentant mandaté par l'Institut wallon de l'évaluation de la prospective et de la statistique (IWEPS);

14° un représentant mandaté par l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA);

15° le personnel de niveau 1 de l'Observatoire.

Les membres visés à l'alinéa premier sous 1° à 11° sont autorisés à désigner un représentant pour siéger en leur nom aux réunions auxquelles ils ne pourraient pas assister.

Art. 27. Un membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné cesse d'exercer ses fonctions; un remplaçant qui termine le mandat est désigné aux mêmes conditions que celles qui ont été observées pour la désignation de la personne remplacée.

La qualité de membre du Comité d'accompagnement est incompatible avec l'appartenance à une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie, tels qu'énoncés notamment par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Art. 28. La présidence du Comité d'accompagnement est exercée par le Secrétaire général de la Communauté française ou son représentant.

Le Président convoque le Comité d'accompagnement.

Il établit l'ordre de ses travaux en collaboration avec le Coordinateur de l'Observatoire.

Art. 29. Le Comité d'accompagnement arrête les règles de son fonctionnement par un règlement d'ordre intérieur.

Section 3. — Du Conseil scientifique

Art. 30. Sur proposition de l'Observatoire, les experts visés au 21° de l'article 25 sont désignés par le Gouvernement dans les quatre mois qui suivent le renouvellement du Parlement de la Communauté française. Leur mandat est renouvelable une fois.

Lorsqu'ils présentent un caractère technique nécessitant des compétences particulières, le Comité d'accompagnement associe également à ses travaux un ou plusieurs experts extérieurs ou membres des services du Gouvernement. Ils siègent avec voix consultative.

Art. 31. Un Conseil scientifique est institué auprès du Comité d'accompagnement qui en définit les missions. A titre principal, il favorise la coopération entre l'Observatoire et les experts de la recherche académique.

Art. 32. Le règlement d'ordre intérieur du Comité d'accompagnement, visé à l'article 29, fixe notamment les règles de constitution, de fonctionnement et de composition du Conseil scientifique ainsi que de tout groupe d'experts nécessaires à l'accompagnement des travaux de l'Observatoire.

Les experts visés au 21° de l'article 25 sont membres de droit du Conseil scientifique.

Art. 33. À l'exclusion des membres des services du Gouvernement, les experts visés aux articles 30 et 32 bénéficient d'un jeton de présence pour leur participation à ces séances de travail et, le cas échéant, d'un remboursement de frais de parcours et de séjour.

Le montant du jeton de présence est de 40 euro pour une demi-journée de travail.

Le remboursement de frais de parcours et de séjour est attribué conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française.

CHAPITRE 4. — Dispositions finales et abrogatoires

Art. 34. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 portant création de l'Observatoire des politiques culturelles est abrogé.

Art. 35. La Ministre de la Culture est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,

Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29522]

8 MEI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende Waarnemingscentrum voor het Cultuurbeleid

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, §§ 1 en 2, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 april 2001 tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake Cultuur van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 augustus 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 januari 2014;

Gelet op het advies 55.210/4 van de Raad van State, gegeven op 17 maart 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 12 juli 2001 tot oprichting van het "Observatoire des politiques culturelles", opgericht in afzonderlijk beheer;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° de Minister : de Minister bevoegd voor Cultuur;

3° het Waarnemingscentrum : het Waarnemingscentrum voor het Cultuurbeleid, ingesteld bij artikel 2;

4° het Begeleidingscomité : de instelling belast met de wederzijdse informatie, de overdenking, de oriëntering en de evaluatie ingesteld bij artikel 22;

5° de instanties voor advies : de raden en de commissies voor advies ingesteld door de verschillende regelingen betreffende het cultuurbeleid.

6° de Wetenschappelijke raad : de raad ingesteld bij artikel 31;

7° het cultuurbeleid : het beleid betreffende de culturele aangelegenheden bedoeld in de artikelen 4 en 8 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

8° het delegatiebesluit : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de latere wijzigingen ervan.

HOOFDSTUK II — *Het Waarnemingscentrum, opdrachten, werking, organisatie en onafhankelijkheid*

Afdeling 1. — Het Waarnemingscentrum

Art. 2. Er wordt binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap een Waarnemingscentrum voor het Cultuurbeleid opgericht dat bij het Secretariaat-Generaal verbonden is.

Afdeling 2. — Opdrachten

Art. 3. In samenwerking met de diensten van de Regering maakt het Waarnemingscentrum een permanente inventaris op, van :

1° de rechten op cultuur en het cultuurbeleid, zoals uitgeoefend in de ruimte van de Federatie Wallonië Brussel;

2° de operatoren, verenigingen en instellingen, al dan niet gesubsidieerd, die in voormelde domeinen actief zijn;

3° de beroepen, de ambachten en de betrekkingen ontwikkeld in voormelde domeinen; 4° de bezorging van het cultureel bezit en de culturele diensten aan de Franstalige bevolking;

5° de culturele praktijken van de Franstalige bevolking;

6° de manieren waarop de burgers toegang hebben tot het cultureel leven en eraan deelnemen.

Op methodologisch vlak wordt de uitwerking van die permanente inventaris bedacht in samenwerking met de diensten van de Regering en het "ETNIC".

Art. 4. Op verzoek van de Regering, van een lid ervan, van de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of, op eigen initiatief, voert het Waarnemingscentrum analyses van elke kwestie in verband met het cultuurbeleid.

Het Waarnemingscentrum voert zelf of laat de nodige studies voeren voor de uitoefening van zijn opdrachten.

Het Waarnemingscentrum verzamelt en coördineert de resultaten van de studies en de onderzoeken inzake het cultuurbeleid.

Art. 5. Het Waarnemingscentrum speelt een rol van toezicht bij middel van de in de Franse Gemeenschap ontworpen evaluatiemiddelen voor het cultuurbeleid en een rol van hulpbezorging voor het treffen van beslissingen in de rest van het land en in het buitenland.

Art. 6. Het Waarnemingscentrum ontwikkelt de werkgroep geschiedenis van het Cultuurbeleid in het Franstalige gedeelte van het land.

Art. 7. Onder voorbehoud van de beschikbare begrotingskredieten kan het Waarnemingscentrum, in de vorm van prijzen en beurzen, werkzaamheden en projecten van academisch onderzoek steunen waarvan de thema's en de inhoud in het samenhangende kader past van de opdrachten bedoeld in de artikelen 2, 3, 5 en 6 en met de doelstelling bedoeld door de Wetenschappelijke Raad, zoals bepaald in artikel 31.

Art. 8. Het Waarnemingscentrum organiseert een centrum voor documentaire bronnen waarin publicaties en documenten betreffende het cultuurbeleid zowel in de Franse Gemeenschap als in de rest van het land en in het buitenland verzameld worden.

Art. 9. Het Waarnemingscentrum stelt ter beschikking van de instanties voor advies, de bevoegde administraties, de universiteiten, de betrokken operatoren en het groot publiek, de documentaire bronnen, de resultaten van de studies en onderzoeken alsook de kennis ervan betreffende het cultuurbeleid in België en in het buitenland.

Afdeling 3. — Werking

Art. 10. Onverminderd de delegaties die ze verleent overeenkomstig het delegatiebesluit, legt de Regering de nodige samenwerkingsbanden met elke internationale, federale, gemeenschappelijke, gewestelijke of plaatselijke publiek- of privaatrechtelijke instelling voor het vervullen van de opdrachten van het Waarnemingscentrum.

Art. 11. Onverminderd de bevoegdheden van de instanties voor advies, alsook de opdrachten inzake gewoon beheer van de diensten van de Regering, de instanties voor advies, wisselen de diensten van de Regering en het Waarnemingscentrum de nodige informatie uit voor het vervullen van hun respectieve taken en opdrachten.

Art. 12. Wanneer het Waarnemingscentrum een analyse maakt of laat maken van een culturele sector in het bijzonder, raadpleegt hij ambtshalve de Ambtenaar-generaal van de betrokken dienst(en) en de Instantie(s) voor advies van de betrokken sector(en), alsook de Minister(s) en, in voorkomend geval, de andere Ministers van de Regering belast met de betrokken sectoren.

Art. 13. De diensten van de Regering informeren en betrekken, in voorkomend geval, het Waarnemingscentrum bij de ontwikkeling van informatiesystemen, databanken, digitale instrumenten, alsook archiveringssystemen die ze ontwikkelen in de culturele aangelegenheden.

Art. 14. De diensten van de Regering en het Waarnemingscentrum houden zich wederzijds op de hoogte van de studies en onderzoeken die op hun initiatief overwogen worden in de domeinen die onder hun bevoegdheden vallen.

Telkens als dat nuttig blijkt, betrekken de diensten van de Regering het Waarnemingscentrum bij deze onderzoeken en studies.

Art. 15. De diensten van de Regering delen het Waarnemingscentrum informatie mee en geven toegang tot de databanken die nodig zijn voor de uitvoering van zijn opdrachten.

Worden inzonderheid bedoeld :

- 1° de gegevens die deelnemen aan de permanente inventaris bedoeld in artikel 3;
- 2° de regelingen betreffende hun aangelegenheden;
- 3° de eindbestemming van de begrotingskredieten die ze beheren;
- 4° de jaarverslagen van de Instanties voor advies over de aangelegenheden die zij behandelen.

De diensten van de Regering bezorgen de nota's en verslagen over de oriëntaties inzake het cultuurbeleid die ze voorstellen.

De resultaten van de studies en onderzoeken betreffende het cultuurbeleid die, op initiatief van de Franse Gemeenschap, verwezenlijkt zijn of door haar gesubsidieerd, worden aan het Waarnemingscentrum bezorgd.

Art. 16. De analyses bedoeld in artikel 4, eerste lid, worden ambtshalve doorgezonden naar de auteur van de aanvraag, naar de leden van de Regering, naar de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, naar de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering bevoegd voor de betrokken aangelegenheden.

Afdeling 4. — Organisatie

Art. 17. De personeelsleden van de diensten van de Regering die ter beschikking worden gesteld van het Waarnemingscentrum, worden ingedeeld bij het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 18. De Regering stelt, onder het personeel van het Waarnemingscentrum, de persoon aan, bekend onder de benaming « Coördinator », die zorgt voor de coördinatie van de werkzaamheden van het Waarnemingscentrum.

Afdeling 5. — Onafhankelijkheid

Art. 19. Het Waarnemingscentrum leidt zijn opdrachten en voert ze uit in volle intellectuele, methodologische en wetenschappelijke onafhankelijkheid.

Art. 20. De Regering bepaalt voor de personeelsleden van het Waarnemingscentrum het reglement voor de gevallen van onverenigbaarheid met de uitoefening van hun ambten.

Art. 21. Om de twee jaar, vóór dertig juni, bezorgt het Waarnemingscentrum aan de Regering en aan het Parlement van de Franse Gemeenschap een activiteitenverslag alsook een prospectieve nota over de oriëntatie van zijn werkzaamheden.

HOOFDSTUK III — Begeleidingscomité

Afdeling 1. — Bevoegdheid

Art. 22. Een wedezijdse informatie-, overdenkings-, oriënterings- en evaluatieorgaan wordt ingesteld om de werkzaamheden van het Waarnemingscentrum te begeleiden. Dit orgaan wordt Begeleidingscomité genoemd.

Art. 23. Onverminderd de onafhankelijkheid van het Waarnemingscentrum bepaalt het Begeleidingscomité de algemene oriëntaties van de werkzaamheden van het Waarnemingscentrum.

Het Begeleidingscomité kan geraadpleegd worden door het Waarnemingscentrum over zijn werkhypothesen, zijn methodologie en de gegevens waarop het zich steunt. Het Begeleidingscomité brengt ook adviezen uit over de overeenstemming tussen de aanvragen voor analyses die gericht worden aan het Waarnemingscentrum, alsook deze die het Waarnemingscentrum op eigen initiatief wenst te realiseren, en deze die onder de bevoegdheden van het Waarnemingscentrum vallen.

Afdeling 2. — Samenstelling en werking.

Art. 24. Het Begeleidingscomité bestaat uit stemgerechtigde leden en uit leden met raadgevende stem.

Art. 25. De stemgerechtigde leden zijn :

Het vergadert ten minste één keer per jaar.

- 1° de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 2° de Commissaris-generaal voor Internationale betrekkingen;
- 3° de Voorzitter van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector;
- 4° de Voorzitter van de Conferentie van de voorzitters en vice-voorzitters van de beroepssector van de podiumkunsten;
- 5° de Voorzitter van de Commissie voor de culturele centra;
- 6° de Voorzitter van de Raad voor de Musea en andere museale instellingen;
- 7° de Voorzitter van de Commissie voor advies van de beeldende kunsten;
- 8° de Voorzitter van de Raad voor het Boekenwezen;
- 9° de Voorzitter van de Hoge Raad voor Vaste Opvoeding;

- 10° de Voorzitter van de Franstalige Jeugdraad;
- 11° de Voorzitter van de Raad voor Opvoeding en Vorming;
- 12° de Voorzitter van de Raad voor Openbare bibliotheken;
- 13° de Voorzitter van de Commissie voor advies voor jeugdhuisen en -centra;
- 14° de Voorzitter van de Commissie voor advies voor de jeugdorganisaties;
- 15° de Voorzitter van de Commissie voor advies voor het kunstonderwijs;
- 16° de Voorzitter van de Hoge Raad voor opvoeding tot de media;
- 17° de Voorzitter van de Vaste Commissie voor het Cultureel Pakt;
- 18° een vertegenwoordiger gemandateerd door de Vereniging van Steden en Gemeenten van Wallonië;
- 19° een vertegenwoordiger gemandateerd door de Vereniging van de Stad en Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 20° een vertegenwoordiger gemandateerd door de Vereniging van de Waalse Provincies;
- 21° zes deskundigen aangesteld door de Regering onder de personaliteiten van de universitaire kringen of van de onderzoekscentra.

De leden bedoeld in het eerste lid onder 1° tot 17° worden ertoe gemachtigd om een vertegenwoordiger aan te stellen om in hun naam te zetelen in de vergaderingen waarop ze niet zouden kunnen aanwezig zijn.

Art. 26. Zijn lid van het Comité met raadgevende stem :

- 1° de Minister;
- 2° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor het Algemeen Bestuur voor Cultuur;
- 3° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor de Algemene Directie voor Cultuur;
- 4° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor de Algemene Dienst voor de Audiovisuele sector en de Multimedia;
- 5° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor de Cel Architectuur van de Franse Gemeenschap;
- 6° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor het Algemeen Bestuur voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;
- 7° de Afgevaardigde van de digitalisering van het cultureel erfgoed;
- 8° de Administrateur-generaal van "ETNIC";
- 9° de Inspecteur-generaal van het Department van het Patrimonium van de Operationele Algemene Directie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie;
- 10° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor de Directie van de monumenten en sites van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 11° de Directeur van het Operationele Bestuur van Culturele Aangelegenheden van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 12° een vertegenwoordiger van het "Fonds d'Investissement pour les entreprises créatives St'Art »;
- 13° een vertegenwoordiger gemandateerd door het « Institut wallon de l'évaluation de la prospective et de la statistique (IWEPS);
- 14° een vertegenwoordiger gemandateerd door het "Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA);
- 15° het personeel van niveau 1 van het Waarnemingscentrum.

De leden bedoeld in het eerste lid onder 1° tot 11° worden ertoe gemachtigd om een vertegenwoordiger aan te stellen om in hun naam te zetelen in de vergaderingen waarop ze niet zouden kunnen aanwezig zijn.

Art. 27. Er wordt een einde gesteld aan de uitoefening van de ambten van een lid dat zijn hoedanigheid verliest krachtens welke het werd aangesteld; een vervanger die zijn mandaat beëindigt, wordt aangewezen onder dezelfde voorwaarden als deze die werden nageleefd voor de aanstelling van de vervangen persoon.

De hoedanigheid van lid van het Begeleidingscomité is onverenigbaar met het behoren tot een vereniging die de principes van de democratie niet naleeft, zoals onder andere vermeld in de Europese overeenkomst voor het behoud van de mensenrechten en de fundamentele vrijheden.

Art. 28. Het voorzitterschap van het Begeleidingscomité wordt waargenomen door de Secretaris-generaal van de Franse Gemeenschap of zijn vertegenwoordiger.

De Voorzitter roept het Begeleidingscomité samen.

Hij stelt de agenda van zijn werkzaamheden op, in samenwerking met de Coördinator van het Waarnemingscentrum.

Art. 29. Het Begeleidingscomité stelt de regels van zijn werking vast in een huishoudelijk reglement.

Afdeling 3. — De Wetenschappelijke Raad

Art. 30. Op voorstel van het Waarnemingscentrum worden de deskundigen bedoeld in 21° van artikel 25 aangesteld door de Regering binnen de vier maanden volgend op de hernieuwing van het Parlement van de Franse Gemeenschap. Hun mandaat is slechts één keer hernieuwbaar.

Het Begeleidingscomité kan een of meer externe deskundigen of leden van de diensten van de Regering bij zijn werkzaamheden betrekken, met raadgevende stem, wanneer deze werkzaamheden van technische aard zijn waarvoor bijzondere bevoegdheden vereist zijn.

Art. 31. Een Wetenschappelijke Raad wordt ingesteld bij het Begeleidingscomité dat de opdrachten ervan bepaalt. In hoofdorde wordt de samenwerking tussen het Waarnemingscentrum en de deskundigen van het academische onderzoek bevorderd.

Art. 32. Het huishoudelijk reglement van het Begeleidingscomité bedoeld in artikel 29 bepaalt inzonderheid de regels voor de oprichting, de werking en de samenstelling van de Wetenschappelijke Raad, alsook elke groep deskundigen die nodig zijn voor de begeleiding van de werkzaamheden van het Waarnemingscentrum.

De deskundigen bedoeld in 21° van artikel 25 zijn van rechtswege lid van de Wetenschappelijke Raad.

Art. 33. Met uitsluiting van de leden van de diensten van de Regering komen de deskundigen bedoeld in de artikelen 30 en 34 in aanmerking voor een presentiegeld voor hun deelneming aan de werkvergaderingen en, in voorkomend geval, voor een terugbetaling van de vervoer- en verblijfkosten.

Het presentiegeld bedraagt 44 euro voor een halve dag werk.

De terugbetaling van de vervoer- en verblijfkosten wordt toegekend overeenkomstig de geldende regeling voor de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK IV — Slot- en opheffingsbepalingen

Art. 34. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 april 2001 tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake Cultuur van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 35. De Minister van Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur, Audiovisuele sector, Gezondheid en Gelijke kansen,
Mevr. F. LAANAN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29521]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les articles 79, §§ 2 et 3, 136 et 137;

Vu le protocole de négociation du 24 mars 2014 du Comité de négociation du Secteur IX : « Enseignement » (Communauté française), du Comité des services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de négociation du 24 mars 2014 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis n° 55.975/2 du Conseil d'Etat, donné le 28/04/2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le dossier pédagogique d'une unité d'enseignement comporte, en vertu de l'article 79, § 2, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, ci-après dénommé le « décret », les éléments suivants :

- 1° les capacités préalables requises pour l'admission à l'unité d'enseignement;
- 2° l'horaire de référence minimum de l'unité d'enseignement;
- 3° le contenu minimum de l'unité d'enseignement;
- 4° les acquis d'apprentissage à maîtriser à l'issue de l'unité d'enseignement;
- 5° la part d'autonomie de l'horaire de référence minimum de l'unité d'enseignement;
- 6° s'il échet, la part supplémentaire maximale de l'horaire de référence de l'unité d'enseignement.

§ 2. Le dossier pédagogique d'une unité d'enseignement constitutive d'une section sanctionnée par le grade de master, par le grade de bachelier, par le grade de spécialisation, par le brevet de l'enseignement supérieur ou constitutive d'une section complémentaire d'abstraction délivrant le grade de bachelier de transition ou répondant à une législation particulière exigeant un nombre de crédits précis, comporte en outre le nombre de crédits qui lui est associé.